



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

Indication géographique entre instrument et mode de gouvernance : Cas du système national de labellisation en Algérie.

Mlle Sihem AIT HAMMOU

CREAD Attachée de recherche

concorde 2 bt Q n°31 bir mourad rais 16000 alger Algerie

sihem_ait@yahoo.fr

Mme Rym SAIDOUN

CREAD attachée de recherche

Cité rabia tahar bt34b n°4 beb ezzouar alger 16000 alger algérie

rymel66@yahoo.fr

Référence à la session / reference to the session

E7 - Institutions, gouvernance et développement local

Résumé / Summary

L'utilisation des indications géographiques (IG) pour désigner les produits liés à leur terroir est de plus en plus utilisée dans le monde, et particulièrement en méditerranéen, leur succès sur les marchés européens s'explique en partie par une tendance à la consommation de ces produits de terroir, qui apparaissent comme des produits « refuges » permettant l'accomplissement de toutes ces attentes en même temps (goût, plaisir, santé, lien social, éthique, protection de l'environnement...) (Fort et Rastoin, 2009).

Les indications géographiques sont de plus en plus envisagées comme levier de développement (FAO 2009). Dans le cadre de la Politique du Renouveau Agricole et Rural et afin de favoriser la valorisation et la promotion de la qualité des produits agricoles du terroir, par des signes distinctifs liés à l'origine. L'Algérie a choisi cet instrument, en s'appuyant sur l'expertise européenne. Un projet de jumelage avec l'UE a visé à assurer un appui technique à l'administration dans la mise en œuvre du système de qualité spécifique à travers les appellations d'origine et les indications géographiques. Un décret exécutif a fixé le système de reconnaissance de la qualité des produits agricoles ou d'origine agricole. La démarche de reconnaissance est le plus souvent l'objet d'approche ascendante. Etant donné que pour l'Algérie c'est l'Etat qui on est l'initiateur et qui suscite cette démarche. L'objectif de cette communication est de déterminer dans quelle mesure la mise en place de l'IG peut mener à une gouvernance territoriale pour ceci nous faisons le choix d'une approche par l'instrument. De manière globale nous abordons l'IG, les acteurs et les formes d'action collective. Autrement dit, nous nous intéressons aux changements induits par l'interaction de l'IG avec les acteurs ce qui nous permet d'analyser et de comprendre l'action des individus, mais également la traduction

qu'ils font de l'action publique. Ainsi que les formes de gouvernance que la contextualisation de l'IG peut produire.

Afin de répondre à nos interrogations, la méthodologie est déclinée en deux phases :

Une phase de recherche bibliographique focalisée sur le projet de jumelage, son contenant, ses contours, les implications et les coordinations voire même les coopérations entre acteurs (partie prenante) qu'il suscite dans le processus de mise en place de l'IG.

Une partie empirique vise à étudier la diffusion, l'adoption, l'appropriation de l'IG par les acteurs et leurs capacités à participer aux formes d'action collective dans le contexte d'IG, à travers l'analyse les changements que ces formes d'action collective produisent dans le contexte de l'IG. La conduite d'entretiens semi-directifs auprès des différents acteurs a révélé les conclusions suivantes :

- L'appropriation de l'IG a permis une forte participation des différents acteurs (direction des services agricoles, chambre d'agriculture, instituts techniques, de recherche et universitaire organisations professionnelles) à la construction du dispositif institutionnel et réglementaire de reconnaissance de la qualité. Effectivement, plus de 40 acteurs et 6 experts se sont rencontrés lors de 50 journées pour la réalisation des arrêtés d'application relatifs : à l'organisation et au fonctionnement du système, à la procédure de reconnaissance, au dispositif de contrôle, et à la création des logos.
- L'adoption de l'IG traduite par une coordination et une concertation entre les différentes parties prenantes à permis la mise en fonction du comité national de labellisation, et la tenue d'atelier de sensibilisation et de formation visant des acteurs cibles (sur les questions de reconnaissance de la qualité (IG/ AO).
- La contextualisation a conduit à la finalisation de l'IG pour les produits dette Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche et une troisième IG en cours pour l'olive de table de Sig.

Ces formes de coopération et la coordination entre les acteurs témoignent de l'amorce d'une gouvernance territoriale de l'IG.

Mots clé : gouvernance territoriale, IG, instrument, participation, action collective.

Bibliographie / Bibliography

Références bibliographiques

CHIA E., NAPOLEONE M., 2008, « La coordination par l'apprentissage et la confiance : le cas d'une petite coopérative caprine en zone AOC pélarдон », Communication au colloque «Les entreprises coopératives agricoles, mutations et perspectives», SFER, Paris, p. 26-29.

Fort F., Rastoin J.L. « Marchés agroalimentaires, choix du consommateur et stratégies d'entreprises fondées sur le territoire : le modèle européen des indications géographiques ». In : Tekelioglu Y. (ed.), Ilbert H. (ed.), Tozanli S. (ed.). Les produits de terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens. Montpellier : CIHEAM, 2009. p. 9 3-11 9 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n° 89)

Lascombes P., Simard L., 2011, « L'action publique au prisme de ses instruments », Revue française de science politique, 61, 1, p. 5 22.

Leloup Fabienne, Moyart Laurence, Pecqueur Bernard, « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale », Géographie, économie, société4/2005 (Vol. 7) , p. 321-332 URL :

REY-VALETTE H., PINTO M., MAUREL P., CHIA E., GUIHÉNEUF P.-Y., MICHEL L., NOUGARÈDES B., SOULARD C., JARRIGUE F., GUILLEMOT S., CUNNAC M., MATHÉ S., BARBE E., OLLAGNON M., DELORME G., PROUHÈZE N., LAURENT A., SUITA L.A., BERTRAND J., DIEUDONNÉ C., MORVAN R., CHAMPIGRAUD A., 2011, « Guide pour la mise en oeuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires » Cemagref, CNRS, Geysier, Inra, SupAgro, Université Montpellier 1, 155 p.

Salma Loudiyi, « Le SCoT, instrument de gouvernance territoriale ? La conduite locale de la concertation dans le Pays du Grand Clermont », *Norois*, 209 | 2008, 37-56.

Sylvie Lardon, Eduardo Chia et Hélène Rey-Valette, « Introduction : Dispositifs et outils de gouvernance territoriale », *Norois* [En ligne], 209 | 2008/4, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://norois.revues.org/2602>

FAO 2009, « territoires, produits et acteurs locaux des liens de qualité » Guide pour promouvoir la qualité liée à l'origine et des indications géographiques durables.